

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU JEUDI 17 NOVEMBRE 2022 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DGS/17-11-2022/Q8

Date de convocation : 10 Novembre 2022

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,  
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

**Membres présents** : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoint au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, M. DEUDON José, M. DECALION Ismaël, M. BALEDENT Matthieu, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DESREUMAUX Sophie (à partir de la Question 2), Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

**Membre absent ayant donné procuration** :

Mme NAVEZ Patricia : procuration à M. POULAIN Bernard

**Membres absents excusés** :

Mme CHATELAIN Nathalie

Mme DISDIER Mélanie

M. BAJODEK Alban

Mme DESREUMAUX Sophie (à la question 1)

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

### **OBJET : REVERSEMENT PARTIEL DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT À LA CA2C**

Madame Audrey MATON, Conseillère Municipale, expose :

La taxe d'aménagement est un impôt direct local perçu par les communes et le département. Elle concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l'obtention d'une des autorisations d'urbanisme suivantes :

- permis de construire,
- permis d'aménager,
- autorisation préalable.

La taxe d'aménagement est due pour toute création de surface de plancher close et couverte dont la superficie est supérieure à 5 m<sup>2</sup> et d'une hauteur de plafond supérieure ou égale à 1,80 mètre, y compris les combles et les caves.

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal **devient obligatoire** conformément à l'article 109 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022.

Cet article 109 modifie l'article L331-2 du code de l'urbanisme, qui prévoyait auparavant que la taxe d'aménagement perçue par les communes membres, **pouvait** être reversée en tout ou partie à l'EPCI. L'article 109 rend obligatoire le reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement perçue par les communes membres à l'EPCI compte tenu de la charge des équipements publics relevant de ses compétences.

Ce prélèvement fiscal a pour objet le financement des équipements publics induits par le développement de l'urbanisation, à savoir :

- des équipements dits d'infrastructure : déploiement de la fibre, réseau d'éclairage public, dispositif de mobilités, etc.
- des équipements dits de superstructure : crèche, relai assistantes maternelles, équipement sportif, etc.

Les communes membres ayant institué un taux de taxe d'aménagement **et** la communauté d'agglomération doivent donc, par délibérations concordantes, définir les taux de reversements de taxe d'aménagement communale à l'EPCI.

Afin de répondre aux dispositions de la loi de finances pour 2022, les membres de la communauté d'agglomération du Caudrésis-Catésis, par délibération du conseil communautaire du 20 octobre 2022, ont adopté les dispositions suivantes :

- principe de reversement de 10 % de la part communale de la taxe d'aménagement à la CA2C, hors zone d'activité, applicable sur la base de la taxe d'aménagement perçue en N-1 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023,
- maintien du principe de reversement de 80 % de la part communale de taxe d'aménagement à la CA2C pour les zones d'activité économique.

En conséquence, et conformément à l'exposé ci-dessus,

Vu la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 en notamment son article 109,

Vu le code de l'urbanisme, article L331-2 ;

Madame MATON propose au Conseil Municipal :

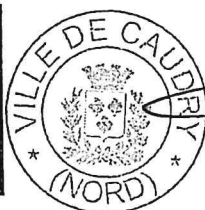
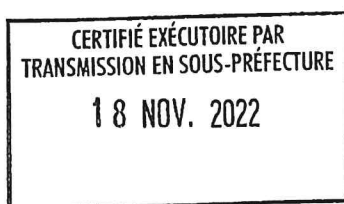
- d'adopter le reversement de 10 % à la CA2C de la part communale de taxe d'aménagement hors zone d'activité, applicable sur la base de la taxe d'aménagement perçue en N-1, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023,

- de maintenir le principe de reversement à la CA2C de 80 % de la part communale de taxe d'aménagement des zones d'activités économiques,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et ses avenants éventuels ainsi que toute pièce afférente à cette affaire.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT



Envoyé en préfecture le 18/11/2022  
Reçu en préfecture le 18/11/2022  
Publié le 18/11/2022  
ID : 059-215901398-19700101-DEL171122\_Q8-DE



## CONVENTION DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT

ENTRE

**La commune de CAUDRY** représentée par Frédéric BRICOUT, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal N° xx xx xx xx en date du 17/11/2022, certifiée conforme et exécutoire en date du xx/xx/2022, ci-après dénommée « la commune »,  
D'une part,

et

La communauté d'agglomération du Caudresis Catesis, représentée par Monsieur Serge SIMEON, président, agissant en vertu d'une délibération N° xxxxxxxx en date du 09/10/2022, certifiée conforme et exécutoire en date du x/xx/2022, ci-après dénommée « la communauté d'agglomération »,  
D'autre part,

---

### PREAMBULE

La commune, membre de la communauté d'agglomération du caudresis catesis, perçoit le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances pour 2022.

Cet article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences) ».

Ce prélèvement fiscal a pour objet le financement des équipements publics induits par le développement de l'urbanisation à savoir :

- Des équipements dits d'infrastructure : Déploiement de la Fibre, Réseau d'Eclairage public, Dispositif de mobilités...
- Des équipements dits de superstructure : Crèche, Ram, Equipement sportif.

Par délibération en date du 20 octobre 2022, le conseil communautaire a décidé d'instaurer le reversement de 10 % des taxes d'aménagement perçues par les communes hors zone d'activité et 80 % sur les zones d'activité.

Par délibération concordante du conseil municipal N° xxxxxxxx en date du 17/11/2022, la commune a instauré le reversement à la communauté d'agglomération de 10 % des taxes d'aménagement perçues par les communes hors zone d'activité et 80 % des taxes d'aménagement perçues par les communes sur les zones d'activité.

Il est convenu ce qui suit:

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de reversement en vertu des délibérations concordantes prises par les 2 parties.

#### **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Le champ d'application de la présente convention porte sur toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

#### **ARTICLE 3 : TAUX DE TAXE D'AMENAGEMENT REVERSEE**

La commune s'engage à reverser à la communauté d'agglomération 10 % du produit de la taxe d'aménagement perçue hors zone économique, et 80% du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les zones économiques.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**

Le reversement à la communauté d'agglomération du produit de la taxe d'aménagement perçu et entrant dans le champ d'application est annuel.

L'année N+1, la commune reversera à la communauté d'agglomération la part communale de la taxe d'aménagement perçue l'année N.

Ainsi, au plus tard le 1er juin de chaque année, la commune transmettra à la communauté d'agglomération une copie de la page du compte de gestion de l'année N-1 sur laquelle figure le montant de la taxe d'aménagement perçue.

Les reversements seront imputés en section d'investissement.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant accepté par les parties.

#### **ARTICLE 6: DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur au 1er janvier 2023 pour une durée de 1 an.

Arrivée à échéance, elle sera renouvelable annuellement, par tacite reconduction.

#### **ARTICLE 7 : LITIGES**

En cas de litige portant sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, et après épuisement des voies amiables en vigueur, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif, dans le respect des délais de recours.

Fait à Beauvois en Cambresis le XX/XX/2022,

Le Président de la Ca2C

Le Maire de Caudry

Serge SIMEON

Frédéric BRICOUT





- HELIOS : comptabilité publique
- ACTES : contrôle de légalité

## BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

**Collectivité : Caudry**

**Utilisateur : PASTELL Plateforme**

### Paramètre de la transaction :

Type de transaction :	Transmission d'actes
Nature de l'acte :	Délibérations
Numéro de l'acte :	DEL171122_Q8
Date de la décision :	1970-01-01 00:00:00+01
Objet :	Reversement partiel de la taxe d'aménagement à la CA2C
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalité
Identifiant unique :	059-215901398-19700101-DEL171122_Q8-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

### Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
059-215901398-19700101-DEL171122_Q8-DE-1-1_0.xml	text/xml	1010
Nom original :		
DEL171122_Q8.pdf	application/pdf	998914
Nom métier :		
99_DE-059-215901398-19700101-DEL171122_Q8-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	998914
Nom original :		
Annexe_Q8.pdf	application/pdf	1014763
Nom métier :		
99_SE-059-215901398-19700101-DEL171122_Q8-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	1014763

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	18 novembre 2022 à 11h34min20s	Dépôt initial
En attente de transmission	18 novembre 2022 à 11h34min24s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	18 novembre 2022 à 11h35min25s	Transmis au MI

	<i>Acquittement reçu</i>	<i>18 novembre 2022 à 11h35min36s</i>	<i>Reçu par le MI le 2022-11-18</i>
--	--------------------------	---------------------------------------	-------------------------------------